

Le bilan du gaz naturel en 2014 : résultats définitifs

L'année 2014 marque une rupture par rapport aux années précédentes, la consommation primaire de gaz naturel chutant de 16,0 %, principalement en raison de la douceur exceptionnelle du climat. Corrigée des variations climatiques, elle recule pour la troisième année consécutive et atteint son plus bas niveau depuis 2000. L'usage du gaz naturel par la branche énergie est en forte baisse : son net recul depuis 2012 pour la production d'électricité n'est pas compensé par l'augmentation du recours au gaz depuis 2013 dans le secteur du raffinage, en lien avec

la production d'hydrogène. La consommation de gaz naturel dans l'ensemble des autres secteurs se replie également fortement (à l'exception du secteur agricole), cette tendance à la baisse affectant toutes les régions. En termes d'approvisionnement, les entrées brutes par gazoduc et celles de gaz naturel liquéfié (GNL) sont en nette diminution, le recours aux contrats de court terme sur le marché « spot » s'accroît et les stocks sont reconstitués grâce à des soutirages modérés.

Une production nationale marginale

La baisse tendancielle de la production nationale de gaz naturel commercialisé a franchi une étape, en octobre 2013, avec l'arrêt définitif de l'injection du gaz de Lacq dans le réseau de transport. En revanche, y est toujours injecté du gaz de mine (grisou), extrait des anciens puits du bassin houiller du Nord-Pas-de-Calais. Ces quantités, très marginales, sont en diminution constante, de 23 % en 2014 par rapport à 2013, soit 162 GWh, alors qu'elles

s'élevaient à 2 TWh au début des années 2000.

Enfin, depuis 2012, du biométhane est injecté dans le réseau de distribution de GrDF, en quantités encore très marginales mais qui doublent chaque année (33 GWh en 2014, contre 14 GWh en 2013 et 6 GWh en 2012). Il existe en France un fort potentiel de production de biométhane, qui repose notamment sur la valorisation des déchets agricoles.

Une baisse des importations et de la part du GNL

À 518,7 TWh, les entrées brutes de gaz en France métropolitaine sont en repli de 5,6 % en 2014, après une quasi-stagnation en 2013 (+ 0,4 %). Les entrées brutes par gazoduc diminuent de 3,0 % en 2014, sous l'effet du net recul des entrées de gaz russe à Obergailbach (- 36,7 %). Les injections de GNL dans le réseau sont en nette diminution pour la troisième année consécutive (- 19,5 % en 2014, - 19,2 % en 2013 et - 32,9 % en 2012). Le GNL regazéifié ne représente plus que 13,4 % des entrées brutes de gaz en 2014, contre 15,7 % en 2013 et 19,5 % en 2012. Les injections à Montoir-de-Bretagne affichent la plus forte baisse (- 24,6 % en 2014)

et ne représentent plus que 13 % du total du GNL injecté dans le réseau, contre 87 % pour le site méthanier de Fos-sur-Mer.

Les sorties de gaz se sont élevées à 82,1 TWh. Elles ont augmenté sensiblement (+ 40,8 %), principalement vers la Suisse (quasi-triplement des flux), mais aussi vers l'Espagne (+ 24,4 %).

Sous le double effet de la baisse des entrées brutes et de la hausse des sorties, le solde des entrées-sorties diminue de 11,1 % en 2014, à 436,6 TWh, soit son plus bas niveau depuis 2002.

Entrées et sorties de gaz naturel sur le réseau de transport français depuis 2012

En TWh PCS*

	2012	2013	2014	Évolution 2014/2013 (en %)
Entrées de gaz naturel				
Entrées par gazoduc	440,5	463,1	449,2	- 3,0 %
Dunkerque	179,1	168,2	167,7	- 0,3 %
Taisnières (gaz haut pouvoir calorifique)	105,9	114,9	156,3	36,0 %
Taisnières (gaz bas pouvoir calorifique)	52,0	50,8	42,2	- 16,9 %
Obergailbach	102,8	122,9	77,8	- 36,7 %
Autres	0,7	6,2	5,2	- 16,3 %
Entrées de GNL	106,9	86,4	69,5	- 19,5 %
Fos-sur-Mer	81,1	74,6	60,6	- 18,7 %
Montoir-de-Bretagne	25,8	11,8	8,9	- 24,6 %
Total des entrées en France métropolitaine	547,4	549,5	518,7	- 5,6 %
Part du GNL dans les entrées	19,5 %	15,7 %	13,4 %	
Sorties de gaz naturel				
Ollingue	27,4	9,2	25,8	180,5 %
Pirineos	35,0	39,1	48,7	24,4 %
Autres	6,9	10,0	7,6	- 23,8 %
Total des sorties de France métropolitaine	69,3	58,3	82,1	40,8 %
Solde des entrées-sorties	478,1	491,2	436,6	- 11,1 %

* Pouvoir calorifique supérieur.

Source : SOeS, enquête mensuelle auprès des gestionnaires d'infrastructures gazières

Renforcement de la Norvège comme principal fournisseur et hausse des contrats de court terme

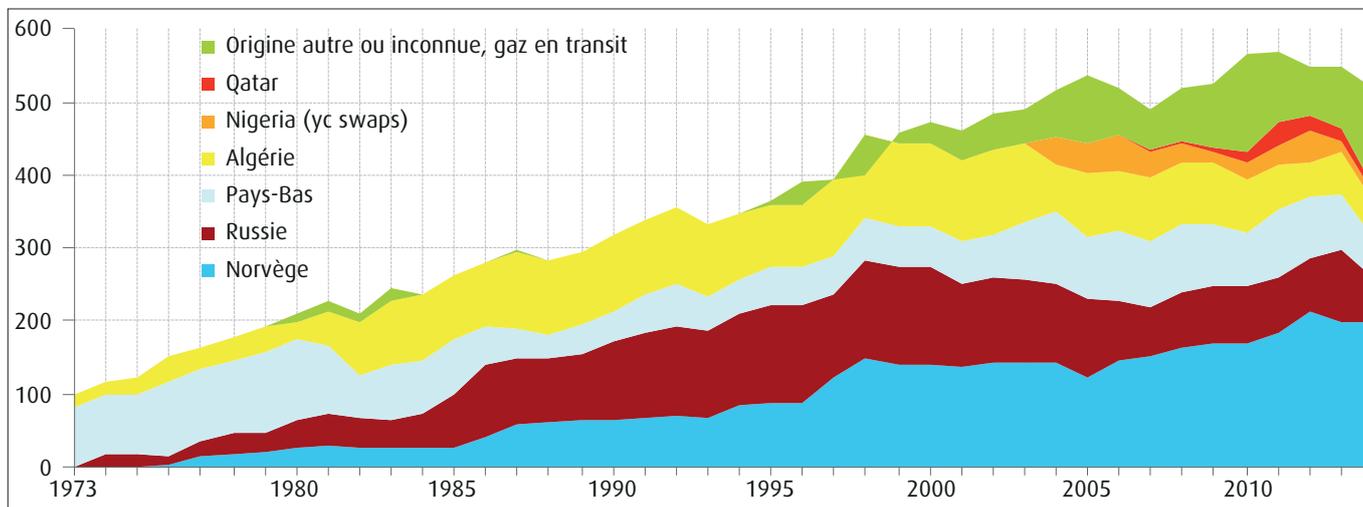
La Norvège renforce en 2014 sa place de principal fournisseur de gaz naturel de la France, avec 38,1 % du total des entrées brutes et des quantités stables par rapport à 2013. La Russie reste le deuxième fournisseur devant les Pays-Bas, mais les volumes importés en provenance de ces deux pays diminuent respectivement de 36,6 % et 26,9 % sur un an. Avec 9,5 % des entrées brutes, le GNL algérien est la quatrième source d'approvisionnement de la France, en repli de 17,5 % sur un an, tandis que le GNL qatari poursuit sa baisse entamée en 2012 et représente 1,8 % des entrées brutes en 2014. Les achats « spot » sur les marchés belge et allemand de gaz, dont la provenance

n'est pas connue avec précision, représentent le quart des entrées brutes, contre seulement 15,6 % en 2013.

La part des contrats de court terme (moins de deux ans) dans les approvisionnements, qui avait atteint 15,7 % en 2012, avant de céder 1,3 point en 2013, est en forte augmentation en 2014, à 21,9 %. En 2014, les prix sur les marchés du nord-ouest de l'Europe ont baissé plus fortement que les prix des approvisionnements réalisés via des contrats de long terme, entraînant ainsi un plus grand recours aux approvisionnements sur le marché « spot ».

Importations de gaz naturel selon le pays de provenance depuis 1973

En TWh PCS



Champ : France métropolitaine

Source : SOeS, enquête mensuelle auprès des gestionnaires d'infrastructures gazières

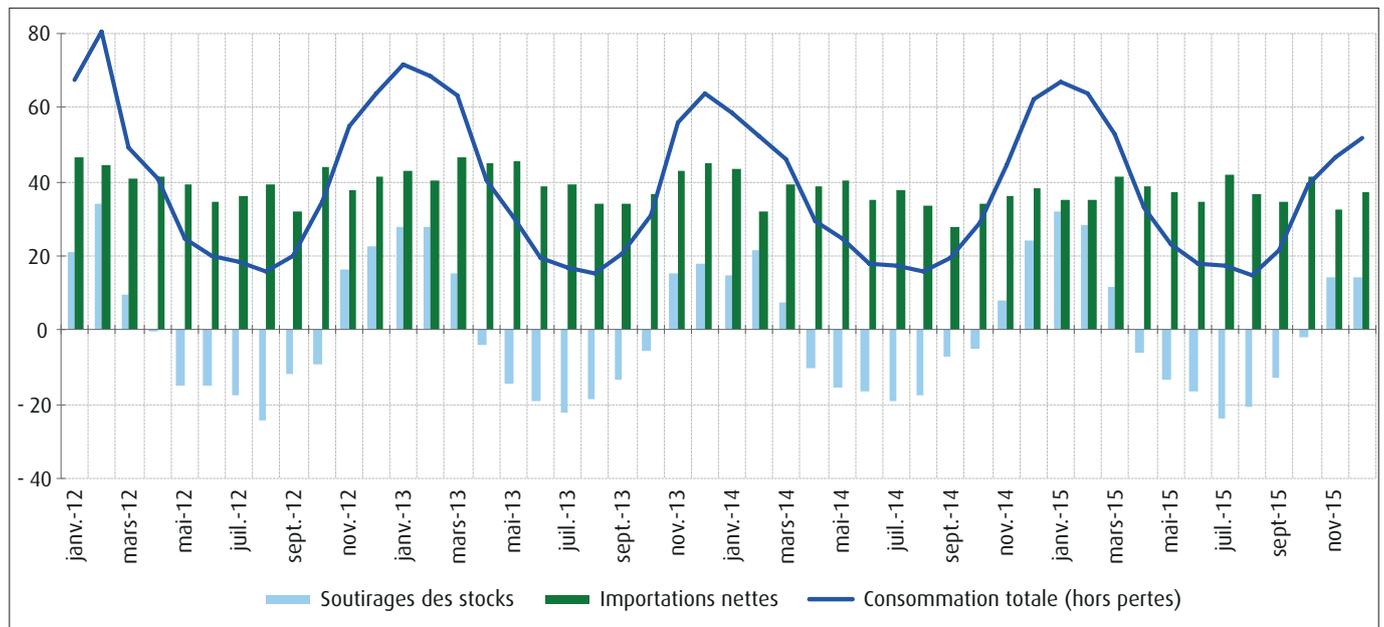
Des stocks présentant un profil saisonnier très marqué

Comme, d'une part, la consommation de gaz est trois fois plus importante pendant la période de chauffage et que, d'autre part, les quantités importées sont limitées à la fois par la disponibilité du GNL sur le marché et par les débits des gazoducs, l'ajustement des ressources aux emplois est assuré en modulant les réserves souterraines.

Ainsi, en juillet 2014, moins de la moitié (46 %) des importations nettes¹ a été consommée ce qui a permis de stocker le solde (54 %), tandis qu'en février 2014, les importations ont couvert seulement 61 % de la consommation et les réserves souterraines ont fourni le complément.

Ajustement mensuel des ressources en gaz naturel aux emplois depuis janvier 2012

En TWh PCS



Champ : France métropolitaine

Source : SOeS, enquête mensuelle auprès des gestionnaires d'infrastructures gazières

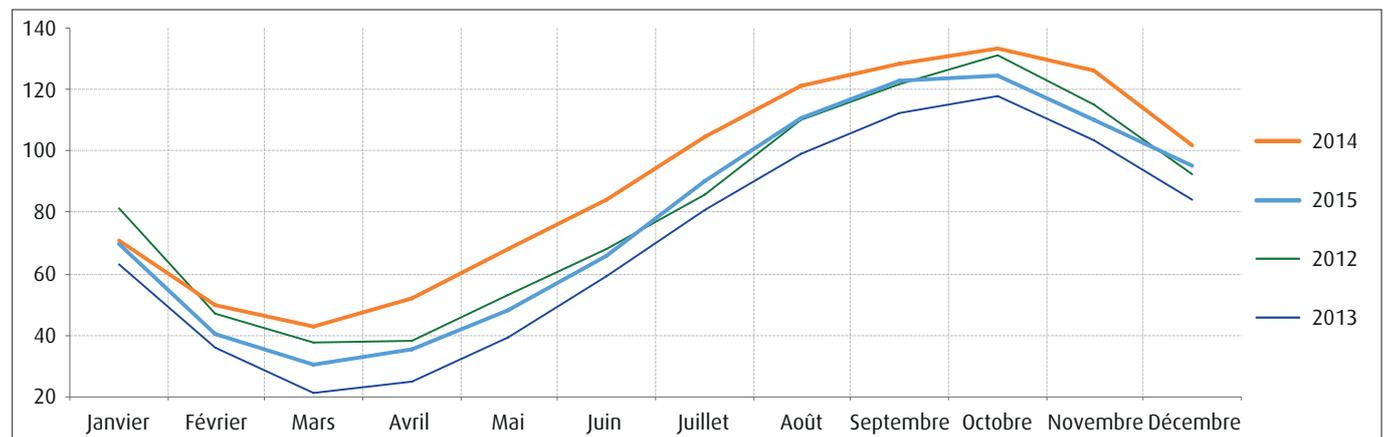
Des stocks en hausse grâce à des soutirages modérés

L'année 2014 s'est soldée par un stockage net de 15,5 TWh, essentiellement du fait des températures clémentes de 2014, qui ont fortement contribué à réduire la consommation de gaz naturel. Ainsi, malgré le recul des importations, le niveau des stocks utiles a été supérieur à celui de 2013 pendant les douze mois de l'année. À la fin 2014, ce niveau était très proche de celui de décembre 2011, une année également très chaude, et dépassait de 19 % son niveau de fin 2013.

D'avril à octobre 2014, période de remplissage, les réserves souterraines ont augmenté globalement de 91 TWh, contre 98 TWh en 2013 et 94 TWh en 2012. En revanche, lors des périodes de soutirage (janvier à mars, novembre et décembre), les réserves ont diminué de seulement 76 TWh en 2014, contre plus de 100 TWh lors de chacune des deux années précédentes.

Niveau des stocks utiles en fin de mois depuis janvier 2012

En TWh PCS



Champ : France métropolitaine

Source : SOeS, enquête mensuelle auprès des gestionnaires d'infrastructures gazières

¹ Importations nettes des exportations.

Une consommation primaire en forte baisse (- 16 %) liée à la douceur exceptionnelle du climat

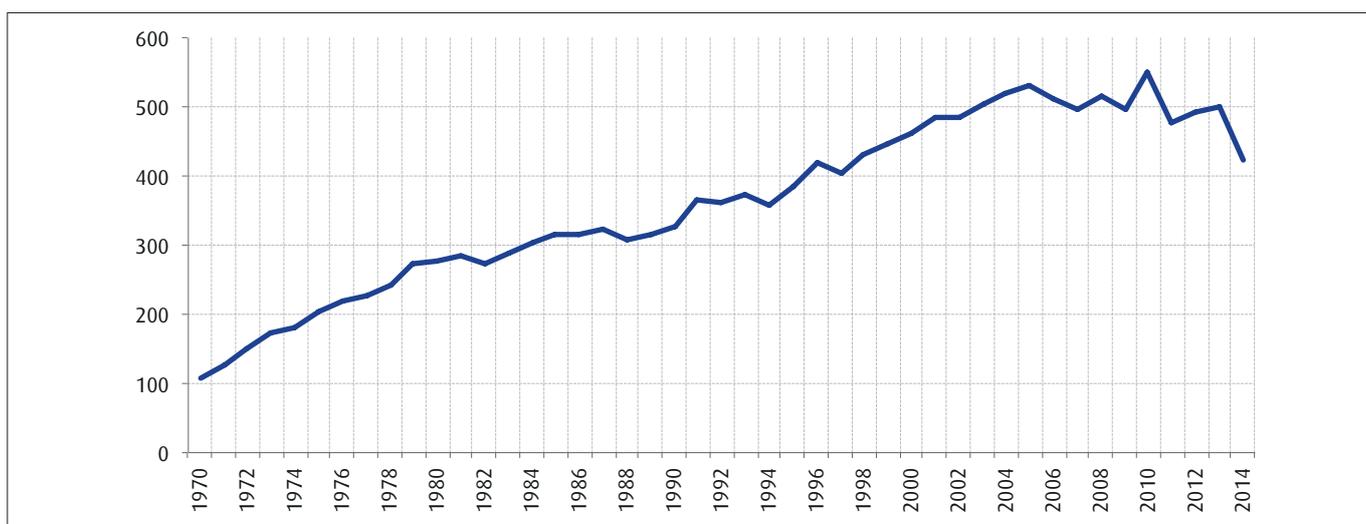
La consommation primaire de gaz naturel est en net repli en 2014 : - 16,0 %, pour un total de 421,2 TWh. Cette forte baisse fait suite à deux années de hausse mesurée (+ 1,6 % en 2013 et + 3,3 % en 2012), après avoir chuté en 2011 consécutivement au rebond observé en 2010, de plus de 10 % dans les deux cas. Ces évolutions contrastées sont principalement dues aux conditions climatiques de ces cinq dernières années. En effet, se sont succédé une année particulièrement froide (2010), une année exceptionnellement chaude (2011) puis deux

années médianes (2012 et 2013). L'année 2014 a été la plus chaude depuis le début du siècle précédent, expliquant le net recul de la demande de gaz.

En tendance sur le long-terme, la consommation de gaz naturel a augmenté régulièrement et fortement jusqu'au milieu des années 2000, pour ensuite se stabiliser à un niveau représentant cinq fois la consommation de l'année 1970 et supérieur de moitié à celui de l'année 1990, avant de reculer fortement en 2014.

Consommation totale d'énergie primaire de gaz naturel depuis 1970

En TWh PCS



Champ : France métropolitaine

Source : SOeS, enquête mensuelle auprès des gestionnaires d'infrastructures gazières

Des livraisons en forte baisse dans tous les secteurs, hormis le secteur agricole

En 2014, les livraisons de gaz naturel chutent dans tous les secteurs, à l'exception du secteur agricole (+ 6,5 %) qui ne représente toutefois que 0,7 % de l'ensemble des livraisons. Conséquence des moindres besoins en chauffage, la baisse est particulièrement prononcée dans le secteur résidentiel (- 22,3 %) et dans le secteur tertiaire (- 15,9 %), secteurs dont les parts dans l'ensemble des livraisons de gaz s'élèvent respectivement à 30,7 % (en baisse de 2,5 points par rapport à 2013) et 18,7 % (stable sur un an). Le recul des livraisons de gaz au secteur industriel est en revanche plus modéré (- 6,6 %), si bien qu'elles représentent désormais plus d'un tiers de l'ensemble des livraisons (34,0 %, en hausse de 3,4 points).

En outre, les livraisons de gaz auprès du secteur de l'énergie se sont fortement contractées en 2014 (- 21,5 % par rapport à 2013), sous l'effet du repli du secteur de la production d'électricité et de chaleur, dont la part, qui est passée de 7,4 % à 19,3 % entre 2007 et 2011, ne représente plus que 11,2 % des livraisons de gaz naturel auprès des clients finals² en 2014 (en baisse de 3,0 points sur la dernière année). La raison principale en est l'essor, à partir de 2009, puis le coup d'arrêt

en 2012, des centrales à cycle combiné au gaz. La technique de ces centrales allie à la fois un rendement nettement supérieur à celui des autres centrales thermiques et l'usage d'un combustible relativement moins émetteur de gaz à effet de serre que le charbon ou le fioul. La construction de nouvelles centrales s'est multipliée avant que divers facteurs ne viennent en gripper le modèle économique : prix de gros de l'électricité particulièrement bas, altérant la rentabilité de ces centrales dont le coût marginal de production demeure important ; importation à bas prix de combustibles concurrents, en particulier de charbon des États-Unis ; et prix peu dissuasif de la tonne de CO₂ sur le marché européen. Il s'agit en outre de moyens de production de pointe et de semi-base, en général sollicités lorsque les consommations sont élevées. Les températures exceptionnellement douces en 2014 ont de ce fait limité le recours à ces centrales.

Au sein du secteur de l'énergie, la consommation de gaz pour d'autres activités, notamment le raffinage³, progresse toutefois sensiblement en 2014 (+ 38,5 %).

² Les clients finals sont les agents économiques autres que les producteurs, les transporteurs, les opérateurs GNL, les gestionnaires de stocks, les distributeurs et les fournisseurs de gaz naturel.

³ Il s'agit ici des seules raffineries reliées au réseau de GRTgaz, qui ont été modernisées pour utiliser le gaz naturel. D'une part, les normes environnementales et le coût du pétrole ont conduit il y a quelques années à lui préférer le gaz naturel dans la phase chauffage du raffinage. D'autre part, les carburants modernes doivent être désulfurés, ce qui nécessite de l'hydrogène produit localement à partir de méthane.

Fournitures de gaz naturel aux clients finals depuis 2012

En GWh PCS

	Correspondance avec la NAF	2012	2013	2014	Évolution 2014/2013	Part 2014
Production d'électricité et de chaleur	35	83 661	71 130	47 281	- 33,5 %	11,2 %
Raffinage, cokéfaction, extraction...	05 à 09, 19, 36 à 39	8 663	14 249	19 733	38,5 %	4,7 %
Secteur de l'énergie		92 324	85 380	67 014	- 21,5 %	15,9 %
Agriculture	01 à 03	3 210	2 642	2 812	6,5 %	0,7 %
Industrie		144 135	153 568	143 409	- 6,6 %	34,0 %
Tertiaire	45 à 99	88 993	93 453	78 624	- 15,9 %	18,7 %
Résidentiel		165 163	166 548	129 376	- 22,3 %	30,7 %
Total des fournitures aux clients finals en France métropolitaine		493 825	501 591	421 234	- 16,0 %	100,0 %

Source : SOeS, enquête annuelle sur la statistique gazière

Des livraisons en forte baisse dans toutes les régions

En 2014, les livraisons de gaz naturel chutent dans toutes les régions. Les baisses les plus prononcées concernent l'Île-de-France (- 29,2 %), la Bourgogne-Franche-Comté (- 24,5 %) et les Pays de la Loire (- 20,6 %), tandis que les baisses les plus contenues concernent le Nord-Pas-de-Calais-Picardie (- 5,2 %), la Provence-Alpes-Côte d'Azur (- 7,4 %), la Bretagne (- 7,6 %) et le Centre-Val de Loire (- 9,4 %).

L'Île-de-France, de loin région la plus peuplée, est la plus consommatrice de gaz naturel. En 2014, elle concentre ainsi 16,0 %

des livraisons sur le territoire national. Suivent ensuite des régions industrialisées et dont la situation géographique les expose à un climat moins doux que d'autres régions de France. Avec respectivement 14,6 %, 13,7 % et 11,2 %, le Nord-Pas-de-Calais-Picardie, l'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine et l'Auvergne-Rhône-Alpes sont ainsi les trois autres régions concentrant chacune plus de 10 % de l'ensemble des livraisons de gaz.

Fournitures de gaz naturel par secteur et par région en 2014

En GWh PCS

	Agriculture	Secteurs de l'énergie	Industrie	Tertiaire	Résidentiel	Total 2014	Évolution 2014/2013	Part 2014
Correspondance NAF	01 à 03	05 à 09, 19, 35 à 39		45 à 99				
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	206	7 472	26 806	9 044	13 345	57 502	- 12,1 %	13,7 %
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	306	4 279	7 768	7 051	11 065	30 392	- 17,2 %	7,2 %
Auvergne-Rhône-Alpes	143	6 574	16 348	10 384	13 679	47 291	- 16,8 %	11,2 %
Bourgogne-Franche-Comté	70	1 363	4 989	3 876	5 755	16 172	- 24,5 %	3,8 %
Bretagne	671	1 351	4 855	3 214	4 525	14 734	- 7,6 %	3,5 %
Centre-Val de Loire	157	1 475	5 083	2 999	5 270	15 086	- 9,4 %	3,6 %
Corse								
Île-de-France	147	9 312	10 580	17 628	30 260	67 366	- 29,2 %	16,0 %
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	191	2 265	4 654	5 214	9 226	21 525	- 14,4 %	5,1 %
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	294	7 457	28 825	7 588	16 629	61 474	- 5,2 %	14,6 %
Normandie	48	15 477	17 770	3 562	5 753	41 775	- 13,6 %	9,9 %
Pays de la Loire	224	3 501	4 989	3 961	6 248	18 786	- 20,6 %	4,5 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	355	6 487	10 743	4 103	7 622	29 131	- 7,4 %	6,9 %
France métropolitaine	2 812	67 014	143 409	78 624	129 376	421 234	- 16,0 %	100,0 %

Source : SOeS, enquête annuelle sur la statistique gazière

Méthodologie

Cette publication présente les résultats de l'enquête annuelle sur la statistique gazière, ainsi que certains résultats de l'enquête mensuelle associée à la conjoncture gazière. Elle concerne tous les acteurs de la filière : producteurs, transporteurs, distributeurs, fournisseurs, opérateurs de stockage et gestionnaires de terminaux méthaniers. Il s'agit d'une enquête obligatoire et exhaustive auprès de tous les opérateurs agréés. Dans un contexte d'ouverture du marché du gaz naturel, cette enquête est la seule source exhaustive permettant de mesurer les volumes totaux de gaz naturel entrés, sortis, stockés et consommés en France métropolitaine, leur répartition entre les différents secteurs consommateurs, les évolutions des consommations ainsi que l'état de l'ouverture du marché.



 **David Mombel**

Chiffres & statistiques

**Commissariat général
au développement
durable**

Service de l'observation
et des statistiques

Tour Séquoia
92055 La Défense cedex
Mél : diffusion.soes.cgdd@
developpement-durable.
gouv.fr

Directeur de la publication :
Sylvain Moreau

Conception et réalisation :

www.cpromatiques.fr

ISSN : 2102-6378

© SOeS 2016